



## MARCHÉ DE FOURNITURES ET SERVICES

### Impressions de supports de communication

Marché n° 2025M02

### *Règlement de la consultation (RC)*

Date et heure limites de réception des offres :

**Mercredi 16 avril 2025 à 12 heures**

**Pouvoir Adjudicateur :**

Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim  
24, rue du Maréchal Foch - BP 50034  
67390 MARCKOLSHEIM  
Tél. : 03 88 92 53 73 - Fax : 03 88 74 99 12  
SIRET : 200 030 526 00012  
Site internet : [www.ried-marckolsheim.fr](http://www.ried-marckolsheim.fr)  
Profil acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES LIBRES	4
2.3 – VARIANTE OBLIGATOIRE (ANCIENNE PSE OU OPTION)	4
2.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.5 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.6 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
<b>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
4.1 – PRESENTATION DES DOSSIERS	5
4.2 – PIECES A PRODUIRE	5
<b>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>7</b>
5.1 – SELECTION DES CANDIDATURES	8
5.2 – SELECTION DES OFFRES	8
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>10</b>

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'impression de supports de communication pour la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim.

### 1.2 - Etendue de la consultation

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, avec un minimum et un maximum annuel, passé en application des articles L.2125-1, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

	Minimum	Maximum
Impression de supports de communication	5 000 €HT	25 000 €HT

Les bons des commandes seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations étant homogènes, la présente consultation n'est pas allotie.

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

### 1.5 - Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- 79 810 000-5 : services d'impression

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### **2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution**

Le marché est conclu pour une durée d'un an, de sa notification au 30 avril 2026. Il sera tacitement reconductible pour un an du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril dans la limite de trois fois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite (lettre recommandée avec accusé réception) contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché.

### **2.2 - Variantes libres**

Aucune variante n'est autorisée

### **2.3 – Variante obligatoire (ancienne PSE ou option)**

La présente consultation ne comporte pas de variantes obligatoires.

### **2.4 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.5 - Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **2.6 - Modifications de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard huit jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamations à ce sujet. Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le devis juge
- Le cadre du mémoire justificatif

Le dossier est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu> sous la référence 2025M02

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support physique électronique ou papier ne sera acceptée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date

limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats doivent signaler à la CCRM toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents du présent dossier de consultation. En cas de litige dans le courant du déroulement de la prestation liée à une différence d'interprétation des documents contractuels, c'est l'interprétation de la CCRM qui fera foi.

Seuls les candidats dûment identifiés lors du téléchargement du dossier seront alertés des modifications.

## **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

### **4.1 – Présentation des dossiers**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Il appartient au candidat d'avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation et d'actualiser ses déclarations.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **4.2 – Pièces à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pièces de la candidature :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

<b>Libellés</b>	<b>Signature</b>
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

A produire obligatoirement par le candidat au plus tard avant l'attribution du marché : (il est conseillé de les remettre par les candidats dès la remise de l'offre initiale)

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

### **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement dûment complété et signé ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété et signé
- Le Devis juge dûment complété et signé.
- Le cadre du mémoire justificatif (joint au dossier de consultation)
- Les échantillons exemples d'imprimés de création déjà réalisée permettant d'apprécier les différents types de papier utilisé (magazine, dépliant, papier en-tête, etc)
- Tout renseignement que le candidat jugera utile de fournir.

**NOTA** : Il est précisé que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve du CCAP et du CCTP.

### **4.3 – Echantillons, maquette ou prototypes**

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes ci-dessous sous peine de rejet de leur offre :

- 1 affiche quadri recto sur papier couché satin 120 g au format A4
- 1 tract quadri recto/verso sur papier couché mat blanc 120 g au format A5
- 1 magazine (12 pages minimum) quadri recto/verso sur papier couché satiné 120 g
- 1 dépliant 3 volets sur papier couché satiné 120 g au format A4 (ouvert)
- 1 papier en-tête quadri sur papier laser blanc 80 g au format A4
- 1 enveloppe sans fenêtre C4 à en tête

Les échantillons devront être déposés ou envoyés avant la date et heure limites de remise des offres indiquées sur la page de garde du présent document à l'adresse suivante :

Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim  
Service de la Commande Publique  
24 rue du Maréchal Foch  
67390 MARCKOLSHEIM

Horaire d'ouverture :

- lundi, mardi, jeudi et vendredi : 9h00 – 12h00 et 14h00 – 17h30
- mercredi : 9h00 – 12h00

Les échantillons fournis sont remis à titre gratuit et n'ouvrent droit à aucune indemnisation.

Le titulaire supporte les frais de fourniture, livraison et retrait desdits échantillons.

Pour les candidats non retenus, ils pourront, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du rejet de leur proposition, retirer leurs échantillons dans les locaux de l'Administration à l'adresse susmentionnée.

Les échantillons non demandés dans ce délai seront acquis par la collectivité sans que le candidat ne puisse prétendre à une indemnité.

### **Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

## **5.1 – Sélection des candidatures**

Les niveaux minimums de capacité pour pouvoir candidater à ce marché sont :

- Capacités techniques, c'est-à-dire la capacité du candidat à exécuter techniquement les prestations demandées.
- Capacités financières, c'est-à-dire la capacité du candidat à réaliser les investissements nécessaires à l'exécution des prestations.

## **5.2 – Sélection des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Prix (60%)
- Valeur technique de l'offre (40%)

### **A/ Le critère « prix » sera apprécié comme suit :**

Chaque candidat sera noté au vu du devis juge qui aura été remis. L'offre la plus basse financièrement, sans être anormalement basse, obtiendra la note de 60, les autres seront notées par application de la formule suivante :

Note du candidat = montant de l'offre la plus basse / montant de l'offre analysée x 60

### **Offres anormalement basses :**

Pour la détection des offres anormalement basse, il sera procédé selon les modalités suivantes conformément aux articles L.2152-6, R.2152-3 et R.2152-4 du Code de la Commande Publique.

On déterminera successivement :

- La moyenne M1 de toutes les offres jugées conformes
- Une seconde moyenne M2 en éliminant pour la calculer les offres supérieures à 1,2 M1. La valeur « plancher » est égale à 0,9 x M2

Toute offre inférieure à cette valeur plancher sera réputée potentiellement basse au sens des dispositions précitées du décret.

Les offres ainsi détectées feront l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

- La personne responsable du marché demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront dans un délai de 5 jours, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.
- Conformément à l'article R.2152-3 du Code de la Commande Publique, la personne responsable du marché peut prendre en considération les justifications tenant au mode de fabrication des produits, aux modalités de prestations des services, aux dispositions exceptionnellement favorable dont dispose le candidat pour exécuter les travaux, pour fournir les produits ou pour réaliser les prestations de service ou l'originalité du projet, les dispositions relatives aux conditions de travail en vigueur ou la prestation est réalisée, l'obtention éventuelle de subvention de l'état par le candidat.
- La personne responsable du marché peut, après avoir examiné ces justifications, admettre les offres dûment justifiées et rejeter par décision motivée celles qui ne l'auront pas été.

### **B/ Le critère « valeur technique » sera apprécié comme suit :**



Chaque candidat sera noté sur 40, au vu des éléments détaillés dans le cadre du mémoire technique et des échantillons fournis :

- Qualité des échantillons (20 points) : l'absence d'échantillon entraînera une note de 0
- Méthodologie, modalités de contrôle de l'impression, moyens humains et matériels affectés à l'exécution des prestations (10 points)
- Modalités de gestion et suivi des commandes (organisation, délai de traitement des commandes et des devis, délai de livraison, etc) (5 points)
- Démarche environnementale (5 points)

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

### **5.3 – Négociation**

Le pouvoir adjudicateur pourra attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, avec les 3 meilleurs candidats ayant remis une offre conforme. La négociation pourra porter sur l'ensemble des critères.

La meilleure note sera classée en première position et les autres par ordre décroissant.

En cas d'égalité entre plusieurs offres, le critère n°1 sera prépondérant.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations sollicités dans la mesure où ils n'auraient pas déjà été fournis. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

### **Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront impérativement être adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <http://alsacemarchespublics.eu> sous la référence 2025M02.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

La signature électronique des documents n'est pas obligatoire, cependant le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (DVD-ROM, CD-ROM ou clé USB).

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde »

## **Article 7 : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur : [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu) sous la référence 2025M02.

La réponse est adressée au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : [dpo@colmar.fr](mailto:dpo@colmar.fr) ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.